

Le mémorial d'Ifri attend ses «pèlerins»

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4558 - Lundi 20 août 2018 - Prix : 10 DA

A l'occasion de l'Aïd el Adha, *Le Jour d'Algerie* souhaite à tous ses lecteurs une bonne fête et les informe qu'il ne paraîtra pas les 21 et 22 août

Coopération algéro-mauritanienne

L'Algérie toujours disposée à échanger les expériences avec la Mauritanie

Page 2

La fin du libre-échange ?

Par Mohamed Habili

D'où viennent les bas salaires des larges masses de travailleurs à travers le monde ? De la faiblesse des syndicats, un trait universel de ses trois dernières décennies, qui a réduit à pas grand-chose le pouvoir de négociation des travailleurs ? Un fait que désormais l'OCDE elle-même reconnaît, qui conseille dans son rapport de 2018 sur l'emploi, on ne sait trop d'ailleurs à quel bord, aux gouvernements ou aux patronats, de faire désormais à leur égard le contraire de ce qui a été accompli jusque-là : de les renforcer au lieu de continuer à les affaiblir. Des délocalisations, qui font que les travailleurs d'un pays développé préfèrent des salaires bas plutôt que pas de salaires du tout ? De la mondialisation, qui en instaurant la libre circulation du capital a rendu inefficace la lutte pour le partage des richesses, et partant la lutte de classes elle-même, dans les frontières d'un seul pays ? De tout cela à la fois ? Oui sans doute. Mais toutes ces notions, désyndicalisation, mondialisation, délocalisations, externalisations, ont été inventées afin que la véritable cause de la paupérisation universelle des travailleurs ainsi que des larges pans des classes moyennes ne soit pas nommée. Ce qui se passe aujourd'hui, on le savait en Angleterre depuis la première moitié du 19^e siècle. S'y affrontaient deux tendances majeures : les partisans du libre-échange et les chartistes, les représentants de la gauche de l'époque, qui militaient à la fois contre le libre-échange et pour l'augmentation des salaires.

Suite en page 3

Les sciences islamiques et l'histoire, deux matières obligatoires au Bac

Benghebrit face aux ennemis de l'école et de l'Algérie



PH/D.R.

C'est sous l'habillage d'un démenti aux allures d'une mise au point que Benghebrit a rendu public le dernier communiqué de son ministère. Quelques jours auparavant, il lui a fallu user du même moyen de communication pour mettre fin à la prétendue information sur l'inscription des élèves à l'école primaire avant l'âge requis. [Lire page 3](#)

Tizi Ouzou

Festival de poésie du 30 août au 1^{er} septembre

Page 24

Commerce

Un chiffre d'affaires de plus de 1,2 milliard DA dissimulé à Ouargla

Page 5

Coopération algéro-mauritanienne

L'Algérie toujours disposée à échanger les expériences avec la Mauritanie

■ A partir de Tindouf, où il a procédé avec son homologue mauritanien à l'inauguration du poste frontalier, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a réaffirmé la disposition «permanente» de l'Algérie à échanger les expériences et les programmes de coopération avec la Mauritanie, en vue de faire face aux mutations profondes et effrénées et à la propagation du crime transfrontalier.

Par Mahdi M.

Il mit l'accent dans son discours, à l'occasion, sur «les mutations profondes et effrénées et la propagation, notable et préoccupante, du crime transfrontalier impliquant l'intensification des efforts, le rapprochement des vues, la promotion du niveau de coopération, la protection des frontières et l'instauration d'un climat propice au développement des régions frontalières», tout en soulignant «la disposition permanente de l'Algérie à échanger les expériences, les informations et les programmes de coopération avec la Mauritanie». Saluant le haut niveau de coopération existant entre les deux pays, le ministre a appelé les experts des ministères de l'Intérieur des deux pays à «procéder à une évaluation globale et objective de leur coopération bilatérale», mettant l'accent sur l'impératif «d'aplanir toutes les difficultés pour développer cette coopération».

Ce fut l'occasion pour le ministre de lancer un appel en direction des acteurs économiques des deux pays qu'il a exhortés à accélérer «l'intensification des échanges commerciaux et économiques entre les deux pays afin d'atteindre les objectifs escomptés de ce passage frontalier», sur la base «de la confiance mutuelle entre les deux pays, soulignant que ce passage «traduit la volonté commune du président de la République et de son homologue mauritanien de hisser les relations bilatérales à un niveau à même de répondre aux exigences de la conjoncture actuel-



le en termes de concertation continue et de coordination permanente». «Il constitue également un jalon supplémentaire à la coopération bilatérale dans les domaines sécuritaire, économique et humanitaire».

Le nouveau poste frontalier a coûté à l'Etat algérien 115 milliards de centimes

Un nouveau poste frontalier entre l'Algérie et la Mauritanie a été inauguré hier, pour lequel l'Etat algérien a consacré une enveloppe de 115 milliards de centimes. Cette structure frontalière, implantée à Tindouf, constituant «un apport qualitatif» dans les relations de coopération bilatérale privilégiées dans tous les domaines, a été inaugurée par le ministre de l'Intérieur et des

Collectivités locales, Noureddine Bedoui, avec son homologue mauritanien Ahmadou Ould-Abdellah. L'ouverture de ce nouveau poste frontalier entre l'Algérie et la Mauritanie, situé au niveau du point kilométrique PK-75 au sud de Tindouf, est réalisé conformément à la volonté commune des deux pays de renforcer la coopération sécuritaire des deux côtés, exprimée par les hautes autorités des deux pays.

C'est aussi une structure recommandée par les diplomates et cadres militaires algériens et mauritaniens lors de la 18^e session de la Haute commission mixte algéro-mauritanienne, tenue le 20 décembre 2016 à Alger. Baptisé du nom du martyr Mustapha Ben Boulaid, le poste est constitué de 49 unités de construction préfabriquées, dont 46 bureaux administratifs, en sus

de 4 parkings et plusieurs autres structures.

La coopération douanière, un besoin mutuel

La commission technique de coopération douanière mauritano-algérienne, issue de la Grande commission, mixte a tenu une réunion, au courant du mois de juillet dernier à Nouakchott, pour examiner les voies et moyens de coordination en vue d'un contrôle strict des échanges interfrontaliers, a rapporté l'agence de presse officielle mauritanienne. Cette rencontre, tenue conformément aux recommandations de la Grande commission mixte liant les deux pays, se devait d'explorer «les possibilités permettant d'assurer une gestion minutieuse de la circulation des personnes et des biens et d'empêcher les tra-

ficis illégaux de tous genres à travers la zone frontalière», laquelle recommandation a trouvé, hier, concrétisation avec l'ouverture de ce poste frontalier à Tindouf. Il est utile pour les Mauritaniens de pouvoir coordonner les efforts en vue d'asseoir «un contrôle rigoureux à ce futur passage frontalier qui permettra d'éviter toutes les formes de contrebande, quelle qu'en soit la source ou la destination». Le DG des Douanes mauritaniennes avait, à l'occasion, souligné que son pays était disposé à honorer ses engagements dans ce domaine tout en comptant sur l'expérience algérienne en la matière.

50 millions de dollars d'échanges commerciaux

Le rapprochement entre les opérateurs des deux pays a été au centre de l'intérêt exprimé tant par la partie algérienne que mauritanienne qui souhaitent faire évaluer le volume des échanges commerciaux à des niveaux plus importants. Le Conseil d'affaires algéro-mauritanien, tenu l'année dernière, avait noté le seuil de 50 millions de dollars promis à augmentation eu égard aux opportunités d'affaires qu'offre cet espace commun entre les deux pays. Pour les opérateurs algériens, c'est une belle opportunité qui s'offre à eux du fait qu'elle permet des chances réelles d'investissement bilatérales en matière d'industrie et proposant aussi un accès via le marché mauritanien aux marchés d'Afrique de l'Ouest, la Mauritanie étant une porte d'accès pour les produits algériens.

62^e anniversaire de la tenue du congrès de la Soummam à Béjaïa

Le mémorial d'Ifri attend ses «pèlerins»

Comme de coutume en pareil date, le mémorial d'Ifri sera aujourd'hui un lieu de pèlerinage pour beaucoup de monde. Le 62^e anniversaire de la tenue du congrès de la Soummam ne passera pas sans que des milliers de gens ne se rendent à Ifri Ouzellaguen, lieu de sa tenue un certain 20 août 1956, pour se recueillir et ressourcer l'espace quelques heures. Plusieurs activités auront lieu. Certaines ont débuté depuis plusieurs jours, c'est le cas de l'association «Horizon» d'Ouzellaguen et l'APC de la localité. Un programme riche en a été mis en œuvre : activités culturelles, sportives, scientifiques, conférences et témoignages sur le congrès et la

guerre de Libération nationale en générale... Le FFS compte investir les lieux dès la matinée avec ses troupes, sous le signe de la fidélité au serment de novembre et à la plate-forme de la Soummam. Il devait animer un meeting au pied du mémorial comme de coutume et à l'avant-garde tout le monde. Ali Laskri, membre du présidium du FFS, a animé un meeting populaire avant-hier à Ouzellaguen où il a réitéré l'engagement du parti de rester «fidèle au serment de Novembre et à la plateforme de la Soummam». Il a indiqué que «le FFS milite pour la démocratie, les droits de l'Homme, les droits politiques, économiques, sociaux, identitaires et le droit d'avoir des droits». Ali Laskri n'a

pas manqué l'occasion pour rappeler que le FFS milite pour un «consensus populaire, sain et sincère, et non un consensus d'appareil». Le responsable du FFS estime que «le régime prône la continuité, poursuit l'option de l'alternance clanique en opposition à l'alternative démocratique, ne cesse de discréditer la véritable opposition afin de l'isoler, la couper de la population et la diaboliser». Pour lui, «la ligne politique du FFS inviolable dérange au plus haut point le régime. Elle dérange parce qu'elle exige avec détermination et intransigeance le respect du droit à l'autodétermination du peuple algérien». Pour sa part, le FLN compte

miser gros cette année. Le secrétaire général du parti, M. Ould Abbès, est annoncé à Ifri où il devrait partager la cérémonie officielle avec les autorités de la wilaya, notamment le wali par intérim qui devrait se rendre sur les lieux pour un dépôt de gerbe de fleurs au sanctuaire des martyrs. Le RCD a organisé hier et avant-hier deux conférences sous le thème «Plate-forme de la Soummam : repères historiques, acquis politiques et référents culturels». Les rencontres ont été animées par l'ex-président du parti, le Docteur Saïd Sadi à Akfadou et Aokas. Le RCD compte investir avec ses militants et ses cadres le sanctuaire dès la matinée. De son

côté, la Ligue des droits de l'homme compte saisir cette occasion pour organiser avec le comité pour la libération du bloqueur Merzouk Touati, un rassemblement pacifique à Ouzellaguen pour demander sa libération. Par ailleurs, la wilaya à travers la direction des moudjahidine envisage de rendre, à cette occasion, hommage à deux chahids et six moudjahidine. Ainsi, les familles des martyrs Abderrahmane Mira et Ouddak Arab seront honorées au même titre que celles des moudjahidine Si Hmimi, Hamai Mohand Oukaci, Amira Bouâouina, Debbouz Saïd, Djoudi Attoumi et Tahar Aït Aldjet.

H. C.

— Les sciences islamiques et l'histoire, deux matières obligatoires au Bac —

Benghebrit face aux ennemis de l'école et de l'Algérie

■ C'est sous l'habillage d'un démenti aux allures d'une mise au point que Benghebrit a rendu public le dernier communiqué de son ministère. Quelques jours auparavant, il lui a fallu user du même moyen de communication pour mettre fin à la prétendue information sur l'inscription des élèves à l'école primaire avant l'âge requis.

Par Nadjib Stambouli

Il est évident que la première responsable du secteur vital qu'est l'Education nationale n'aurait pas recouru à ce procédé informatif si les deux «informations», parmi les dizaines qui font florès sur le champ de l'intox, n'avaient été relayées par des supports médiatiques dont la capacité de nuisance sévit grandement au sein d'une opinion qu'ils ont eux-mêmes façonnée en la déformant. Sur ce dernier communiqué, il est mentionné clairement et sans ambages que «les matières d'histoire et de sciences islamiques sont maintenues au niveau des épreuves écrites du Bac». A l'évidence, sur une base de devoir de réserve et de souci de ne pas alimenter la polémique dans un combat avec des experts dans l'art néfaste de l'intox, M^{me} Benghebrit a évité la tentation de cibler en les nommant les responsables de ces graves dérives visant l'école algérienne et tout le système éducatif, dans son acception moderne et républicaine, délestée de ses boulets rétrogrades et archaïques. Mais l'évitement de la confrontation stérile ne l'exonère pas de cette précision de taille, mentionnée dans le même communiqué. Le ministère ajoute qu'il «conserve son droit de prendre les mesures réglementaires nécessaires afin de garantir à l'opinion publique fiabilité et véracité des informations». Comprendre par là que désor-



mais, le ministère procèdera à des dépôts de plainte contre ces semeurs de rumeurs et de fausses informations, sachant que ces espaces médiatiques, notamment télévisuels, ne sont que des porte-voix et porte-plumes d'espaces politiques, notamment parlementaires.

Ces forces qui déploient des trésors d'ingéniosité maléfaisante dans le domaine de l'infamie, qui mentent et étalent calomnie, intox et diffamation devant Dieu et ses créatures, ne s'embarassent d'aucun scrupule, autant derrière la caméra que dans les hémicycles des «représentants

du peuple» pour porter des coups à la dynamique de modernité injectée dans le système éducatif par Nouria Benghebrit, depuis son arrivée à la tête du secteur. Ils ne lui ont épargné ni les attaques personnelles, ni les prétendues analyses, ni la calomnie, ni les salves de rumeurs pour injecter le trouble au sein de l'opinion publique. Parce qu'ils savent qu'un système éducatif tel que prôné par Benghebrit, sur un socle de valeurs de modernité et d'esprit républicain, parce qu'ils ont échoué à transformer chaque

classe en salle de prière et à ériger un minaret sur chaque établissement scolaire, ils continueront leur œuvre déstabilisatrice. Ils continueront aussi, notamment de l'intérieur, en multipliant les blocages pour s'opposer à tout ce qui menace les privilèges qu'ils s'accordent en privilégiant l'élève qui suit leurs cours particuliers, à faire mériter à l'école algérienne le peu gratifiant qualificatif «d'école sinistrée». Ils continueront également à sévir tant qu'ils ne trouveront pas sur leur chemin des intellectuels, journalistes et patriotes se jetant dans l'arène pour leur faire barrage et leur rabaisser le caquet en démontrant leurs arrière-pensées d'intégristes sans foi ni loi, usant de tous les artifices pour casser du Benghebrit et démolir l'école moderne qu'elle symbolise par ses idées et par son action. Une école au diapason du vingt et unième siècle. Une école digne de l'Algérie, tout simplement...

N.S.

Communiqué du ministère BAC 2018-2019

Les sciences islamiques et l'histoire, deux matières obligatoires

Les matières d'histoire et des sciences islamiques sont maintenues dans les épreuves écrites du baccalauréat, a indiqué samedi un communiqué du ministère de l'Education nationale. " Le ministère de l'Education nationale réaffirme que dans le projet final de réaménagement de l'examen du baccalauréat, résultant du travail d'une commission ministérielle, les matières d'histoire et des sciences islamiques sont maintenues au niveau des épreuves écrites du BAC ", précise la même source. Le ministère ajoute qu'il "conserve son droit de prendre les mesures réglementaires nécessaires afin de garantir à l'opinion publique fiabilité et véracité des informations", souligne le communiqué.

M. H.

Surcharge des classes

La ministre inspecte des chalets supplémentaires à Douéra et Draria

La ministre de l'Education, Nouria Benghebrit, qui a inspecté samedi des classes supplémentaires (chalets) devant renforcer temporairement certains établissements éducatifs des communes de Douéra et de Draria, souffrant de problèmes de surcharge dus aux flux de population enregistrés récemment au niveau de ces deux communes, a appelé à la réunion des conditions nécessaires à la scolarisation, d'autant que l'Etat consacre des moyens matériels considérables à cet effet, affirmant que le recours aux classes préfabriquées «n'est qu'une solution temporaire et exceptionnelle», en attendant les travaux d'extension des établissements éducatifs disposant d'un terrain adjacent, à l'image du collège Ben Hayek. A cette occasion, M^{me} Benghebrit a rassuré les parents d'élèves que le recours à ces classes était «nécessaire», en raison du flux important de nouveaux élèves enregistré

récemment au niveau des deux communes. Devant une telle situation, qualifiée d'«exceptionnelle», la ministre a affirmé que son secteur «œuvrait d'arrachepied», en coordination avec les autres secteurs concernés, pour trouver des solutions immédiates et permanentes, en vue d'assurer de meilleures conditions de scolarisation aux élèves.

A ce titre, M^{me} Benghebrit a estimé nécessaire d'assurer des conditions de scolarisation adéquates aux élèves, soulignant, en outre, la nécessité de respecter la capacité d'accueil des classes. A l'école primaire Omar-Achour (Douéra), la ministre a mis l'accent sur la nécessité de parachever les travaux de réalisation de classes supplémentaires, avant la prochaine rentrée scolaire et d'exploiter les espaces verts dont dispose l'école, appelant les responsables locaux à assumer pleinement leurs responsabilités en matière d'aména-

gement et de nettoyage des écoles primaires. À la commune de Draria, M^{me} Benghebrit a exprimé son mécontentement quant au retard accusé dans la réalisation de classes supplémentaires au CEM Cherif-Kacem, soulignant que ses services prévoient d'exploiter les espaces adjacents à cet établissement pour construire une annexe et résoudre définitivement le problème de surcharge. Par ailleurs, la ministre a plaidé pour une gestion exemplaire des établissements éducatifs, à travers l'exploitation des moyens matériels et humains disponibles, notamment la formation de la ressource humaine, appelant à la nécessité d'ouvrir «un dialogue permanent» avec les représentants du secteur de l'Education au niveau local et des collectivités locales, afin d'examiner les solutions idoines à même d'assurer de meilleures conditions de scolarisation aux élèves.

Sara F.

LA QUESTION DU JOUR

La fin du libre-échange ?

Suite de la page une

Alors dans le pays de loin le plus industrialisé, le libre-échange se réduisait en fait à la liberté d'importer du blé, pour la bonne raison que le blé étranger était moins cher que celui qui était produit localement. Le choix était donc entre l'abolition des lois sur les grains (Corn Laws) et leur maintien. Les libre-échangistes étaient pour l'abolition, les chartistes majoritairement pour le maintien. Tout le monde était conscient de ce que cela impliquait, ainsi que l'explique Marx dans son «Discours sur le libre-échange» : importer le blé, c'est faire baisser le coût d'entretien d'un travailleur, donc son salaire. Le véritable clivage se situait donc entre ceux qui veulent augmenter les salaires et ceux qui veulent les baisser. Or qu'est-ce que la mondialisation sinon la généralisation du libre-échange ? Ce qui était vrai dans l'Angleterre du 19^e siècle reste vrai aujourd'hui. S'il y a une différence, elle est de degré, elle n'est pas de nature. Le libre-échange est dans un pays le plus sûr moyen de faire baisser la part des salaires dans le partage de la richesse nationale. Il a régné en maître ces dernières décennies. Il a si bien accompli son œuvre de redistribution en faveur des plus riches qu'il ne peut aller plus loin sans que la société se trouve divisée en deux classes seulement : la minorité des très riches, et l'écrasante majorité non pas des pauvres, mais des très pauvres. Ce qui le cas échéant serait et la fin de la société et celle du capitalisme. Dans l'Angleterre d'aujourd'hui, c'est-à-dire les Etats-Unis, cette question est désormais d'une brûlante actualité. Il n'est pas jusqu'au langage en usage au 19^e siècle qui ne soit en train de revenir à la mode. C'est ainsi que la sénatrice démocrate du Massachusetts, Elizabeth Warren, la probable concurrente de Donald Trump à la prochaine présidentielle, préconise qu'une charte oblige tout capitaliste à certaines obligations vis-à-vis de la société, dont la première serait de réserver une plus grande place pour les travailleurs dans la direction de l'entreprise. Seul moyen selon elle d'empêcher l'effondrement de leur pouvoir de négociation. L'OCDE prône le renforcement des syndicats, Warren une forme de cogestion. Et Trump la fin du libre-échange lui-même, à travers l'abrogation de la loi sur les délocalisations «Offshoring Act». On voit qu'il des trofs est le plus radical.

Afin d'assurer le bon déroulement de l'Aïd El Adha

La gendarmerie et la Protection civile ont mobilisé leurs troupes

■ Pour assurer la sécurité publique et le bon déroulement de cette fête religieuse célébrée demain et après-demain, la gendarmerie de la wilaya d'Alger a mobilisé tous les moyens humains et matériels au niveau des principaux axes de son territoire de compétence.

Thinhinene Khouchi

En effet, en prévision de l'Aïd El Adha, le groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger a mobilisé 3 000 gendarmes qui veilleront à l'exécution du plan de sécurité mis en place pour assurer la sécurité publique, a indiqué un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la Gendarmerie nationale. En outre, le groupement territorial a multiplié les points de contrôle et de surveillance, outre le renforcement des patrouilles pédestres et mobiles afin d'assurer la sécurité des citoyens et d'instaurer un climat de quiétude durant les jours de l'Aïd El Adha, a précisé la même source. Des mesures préventives et coercitives seront prises dans le cadre de l'éradication des points de vente informels de bétail qui dénaturent le paysage, a ajouté le communiqué. «Les patrouilles et les barrages fixes seront renforcés, à cet effet, au niveau des autoroutes et des axes principaux et secondaires pour davantage de fluidité du trafic routier», selon la même source. Parmi ces mesures figurent également l'intervention immédiate et la collaboration avec les services de la Sûreté nationale pour la

mise en œuvre de ce dispositif. En outre, des dispositions ont été prises à cet effet pour «assurer la sécurité des citoyens lors de leurs déplacements et leur présence dans les lieux publics, notamment dans les lieux de prière, les cimetières et les lieux de loisirs», note la même source, précisant que «toutes les unités de la Gendarmerie nationale, telles que les unités territoriales, la sécurité routière, les sections et unités d'intervention sont par conséquent mobilisées, afin d'assurer une disponibilité continue, une intervention rapide, une aide nécessaire et un service de proximité de qualité à l'ensemble des citoyens». Ce dispositif préventif «sera appliqué par toutes les unités et formations de la Gendarmerie nationale, réparties sur l'ensemble de la capitale». A cette occasion, le groupement territorial de la GN de la wilaya d'Alger appelle les usagers de la route «à faire preuve de vigilance et à respecter le code de la route», rappelant le numéro vert 10-55 mis à la disposition des citoyens 24h/24h.

La Protection civile appelle à la prudence

De son côté, la Direction générale de la Protection civile a appelé hier les citoyens à plus de prudence dans l'usage



de certains outils (couteaux, hache, chalumeaux) dans le rituel du sacrifice à l'occasion de la fête de l'Aïd El-Adha. «En prévision de la célébration de l'Aïd El-Adha et eu égard aux innombrables cas d'incendies, d'accidents de coupures et de brûlures dont sont victimes, chaque année, des personnes, notamment les enfants, et afin de réduire les conséquences générées par l'utilisation des outils lors du sacrifice, les citoyens sont appelés à un maximum de prudence en raison de la dangerosité de tous ces outils», précise la même source. La Protection civile rap-

pelle, dans ce sens, certaines précautions d'usage pour éviter tout incident, notamment la vérification de la conformité du tuyau et du détendeur de gaz utilisés pour relier la bouteille de gaz butane, ainsi que le non-recours à une meuleuse pour affûter et affiler les couteaux en présence d'enfants, compte tenu du risque de projection d'éclats.

De patrouilles mobiles mobilisées 24h/24

L'Algérienne des autoroutes a annoncé que durant les fêtes

de l'Aïd El Adha El Moubarek, et à l'instar des autres jours, ses équipes de patrouilles seront mobilisées 24h24 et accompagneront durant leurs déplacements sur tout le corridor autoroutier, à travers tout le réseau national. L'Algérienne des autoroutes a précisé que la Cellule informations trafic de l'ADA (Algérienne des autoroutes) alertera à travers sa page facebook sur tout incident ou événement qui influera sur l'état du trafic sur le réseau autoroutier.

T. K.

Aïd el Adha à Tébessa

L'agneau, une marque déposée de la région

quelques jours de la célébration de l'Aïd El Adha, au chef-lieu de wilaya de Tébessa, réputée par la qualité des moutons qui y sont élevés, ou encore à Bir Mokkadem, Bir El-Ater et Cheria, où est implanté le plus grand marché du bétail de l'Est du pays, les marchés à bestiaux vivent au rythme d'une réelle effervescence avec une affluence remarquée des habitués de ces marchés qui viennent de toute la région Est du pays.

La wilaya de Tébessa, à vocation agropastorale, caractérisée par un environnement particulièrement propice pour l'élevage ovin et bovin, avec un climat chaud en été et froid en hiver, propose pour l'Aïd du sacrifice des moutons, l'agneau, véritable marque déposée, s'accordent à dire les citoyens approchés par l'APS. A Tébessa, l'agneau est très prisé. Sa viande assure-t-on est savoureuse avec un goût particulier du fait que la région est connue par ses pâturages «généreux» à base de romarin, de genévrier, d'armoise ainsi que d'autres types de végétaux.

Il est localement demandé car apprécié pour sa viande délicate et la variété de mets que sa chair tendre permet de préparer. Les citoyens viennent aussi de toutes les régions du pays, à El Marmouthia, Darmoune, ou encore Dokane, «fiets» de l'agneau à Tébessa, en quête d'un mouton à «pedigree» qui confirme la réputation solide (et bien fondée) du cheptel ovin de ces régions. Approchés par l'APS, de nombreux maquignons

rencontrés dans la localité de Darmoune, dans la commune de Cheria, à 45 km à l'ouest de Tébessa, ont été unanimes à affirmer que l'élevage ovin requiert une connaissance et une compétence spécifiques que beaucoup de jeunes éleveurs œuvrent à s'y initier, à commencer, ont-ils attesté, par le pâturage à des heures spécifiques et dans des endroits qui garantissent non seulement un engraissement naturel mais

également une qualité de viande supérieure. Pour Abderezak, un berger de Cheria qui a à sa charge 50 têtes ovines, âgées entre 6 mois et 3 ans, l'élevage dans cette région est transmis de père en fils. «Ici, les ficelles d'un bon élevage ovin ou bovin sont apprises depuis le jeune âge. C'est pratiquement la seule source de revenu dans la région. Je compte vendre une partie de mon troupeau et je veille à en prendre soin depuis

des mois, pour l'Aïd El Adha». Mohamed, un maquignon qui exerce ce métier depuis près de 23 ans, a, de son côté, fait l'éloge et les vertus de l'alimentation et de l'engraissement naturels des moutons de Chéria et particulièrement de Darmoune, estimant que le recours à d'autres matières ou aliments préparés est susceptible de rendre la qualité de la viande «moins bonne».

APS

A Annaba

47 médecins vétérinaires mobilisés pour le contrôle des moutons de l'Aïd El Adha

Un total de 47 médecins vétérinaires a été mobilisé dans la wilaya d'Annaba pour le contrôle des moutons proposés à la vente à travers les diverses communes en prévision de l'Aïd El Adha, a-t-on appris samedi auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Ces médecins couvrent 13 points de vente répartis sur les différentes localités de la wilaya, en plus des abattoirs implantés dans les communes d'Annaba, El Hedjar, Ain Berda et Chetaibi, a précisé la

même source, notant que les mesures organisationnelles prises en prévision de cette fête visent à permettre aux citoyens d'acquiescer une connaissance approfondie sur l'importance de suivre les directives sanitaires pour la prévention des maladies, en particulier le kyste hydatique. L'objectif aussi de ces procédures est d'organiser le marché de la vente de moutons et de lutter contre la spéculation, selon les mêmes services, soulignant l'importance du travail de sensibilisation assuré par les services

agricoles. En plus des équipes vétérinaires chargées de contrôler les abattoirs, d'autres équipes, dont ceux de l'hygiène, ont été mobilisées pour le contrôle, à travers les différents quartiers, le jour de l'Aïd, ajoute la même source. Des points de collecte des peaux de mouton ont été désignés dans les communes d'Annaba, El Hadjar, Ain Berda et Chetaibi, dans le cadre de ces mesures, a-t-on signalé de même source.

B. M.

Commerce

Un chiffre d'affaires de plus de 1,2 milliard DA dissimulé à Ouargla

■ Un chiffre d'affaires estimé à plus de 1.2 milliard de dinars a été dissimulé par des commerçants exerçant à travers le territoire de la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris hier auprès de la Direction locale du commerce.

Par Faiza O.

Le montant a été décelé suite aux interventions de contrôle et d'inspection effectuées par les services de la qualité et la répression des fraudes, durant le premier semestre de l'année en cours, et qui représente des transactions commerciales sans facturation relevées chez des commerçants, selon la même source. Le bilan du contrôle des pratiques commerciales pour la même période fait état de la saisie de quantités de produits non conformes aux normes réglementaires en matière de commerce, et des produits alimentaires périmés d'une valeur globale de 15 millions de dinars, a-t-on noté. S'agissant du contrôle de la qualité et la répression des fraudes, des décisions de fermeture de locaux commerciaux ont été prises durant la même



Ph. > D. R.

période à l'encontre de 24 commerçants et 438 procès-verbaux ont été établis dont 437 procès transmis aux instances

judiciaires en vue de leur traitement. Concernant les activités des services de contrôle des pratiques commerciales, des

décisions de fermeture de locaux commerciaux ont été aussi prises contre 51 locaux et 1 062 procès-verbaux d'infrac-

tion ont été établis, dont 868 procès transmis à la justice, a-t-on détaillé. Ces infractions sont liées notamment à la vente de produits alimentaires non conformes à la consommation, défaut de registre du commerce, insalubrité et vente de marchandises sans facture.

F. O.

Grèce

Le dernier plan d'aide prend fin aujourd'hui

Le dernier des plans d'aide qui régissent la Grèce depuis 2010 s'achèvera aujourd'hui, avec un pays mieux portant mais marqué par huit ans d'austérité et une dette avoisinant le double de son PIB. Après le Portugal, l'Irlande, l'Espagne et Chypre, la Grèce était le dernier pays de la zone euro encore sous programme d'assistance depuis la crise. En trois plans successifs (2010, 2012 et 2015) elle aura reçu 289 milliards d'euros de prêts. Mais les réformes exigées en contrepartie par le Fonds monétaire international (FMI) et les autorités européennes l'ont mise sur le flanc : un quart du PIB évaporé en huit ans – la croissance a repris en 2017 – et un chômage qui vient seulement de redescendre sous 20% après un pic à 27,5% en

2013. Il serait «arrogant de dire que tout a été bien fait», convenait cette semaine Klaus Regling, directeur général du MES (mécanisme européen de stabilité), qui gère le programme actuel, dans une interview au site allemand Spiegel Online. M. Regling y évoque son «énorme respect» pour les Grecs, dont salaires et retraites ont été amputés souvent d'un tiers pendant la crise. Comme Theodoros Stamatou, économiste à la banque Eurobank, beaucoup d'experts estiment que les plans d'aide étaient «inévitables», dans un pays en grand retard de réformes, mais leurs contreparties bien trop dures. Le pays, qui a réalisé en 2016 et 2017 des excédents budgétaires (hors charge de la dette) d'environ 4%, bien au-delà des exigences des

créanciers, n'est pas encore tout à fait libre. Il a déjà dû pré-légiférer de nouvelles réformes pour 2019 et 2020 et restera sous surveillance plusieurs années. C'est un donnant-donnant, en échange d'un aménagement de sa dette – via notamment des délais de remboursement allongés – considéré comme «substantiel» par l'agence de notation Fitch. Elle vient de relever sa note de la dette grecque à «BB-». A trois petits crans du BBB – qui commence à caractériser une «bonne qualité» de crédit. Une question reste en suspens. Cette dette, toujours à 180% du PIB, est-elle «soutenable» dans la durée ? Le FMI en doute et, faute d'avoir convaincu les autres pays européens de franchement tailler dans celle-ci, le Fonds est resté en marge du 3^e plan. Le gouver-

nement grec préfère mettre en avant des besoins annuels de financement qui, grâce à l'aménagement de la dette, resteront inférieurs à 15% du PIB à moyen terme, et à la limite jugée critique en Europe de 20% par la suite. «Non seulement la dette grecque n'est pas insoutenable, mais elle est hautement soutenable», affirme un officiel. Le gouvernement estime avoir de quoi assumer ses paiements jusqu'à fin 2022, pouvant ainsi s'autoriser à choisir d'ici là les moments les plus favorables pour solliciter les marchés de capitaux. «La crise de l'euro est terminée (...), le 20 août en est l'épilogue», affirme encore M. Regling au Spiegel Online. Mais l'amélioration des chiffres économiques ne se traduit pas encore vraiment pour les Grecs.

Assia D. / Agences

Brexit Londres veut accélérer les négociations avec l'UE

LE MINISTRE britannique chargé du Brexit, Dominic Raab, se rendra demain à Bruxelles pour rencontrer le négociateur européen Michel Barnier avec l'objectif d'accélérer les négociations sur les relations post-Brexit entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, a indiqué le bureau de la Première ministre, Theresa May, dans un communiqué. «Au programme, la résolution des quelques problèmes restant liés à la sortie du Royaume-Uni de l'UE et l'accélération des discussions sur les relations futures entre les deux parties», a fait savoir la même source. M. Raab prononcera demain un discours dans lequel il exposera les projets de Londres pour assurer la stabilité du Royaume-Uni en cas de Brexit sans accord, est-il précisé. Le gouvernement britannique publiera, en parallèle, une série de «notes techniques» destinées à informer la population et les sociétés sur les moyens de se préparer à un Brexit dur, a ajouté le bureau de la Première ministre.

R. G.

Zone euro

Petite détente des taux des pays les plus solides

Les taux d'emprunt des pays les plus solides de la zone euro ont enregistré une petite détente dans un mouvement d'aversion pour le risque, les investisseurs restant prudents sur fond de craintes d'une contagion de la crise turque. La Turquie, engagée dans un bras de fer avec les Etats-Unis, a promis de répliquer si Washington décide de durcir les sanctions liées à la détention d'un pasteur américain, lesquelles ont déjà nettement fragilisé le livre turque. Dans ces conditions, les investisseurs ont privilégié les actifs jugés les plus sûrs, comme les taux d'emprunt allemands, au détriment des actifs plus risqués comme les marchés actions. Pour le directeur général délégué de Swiss Life, Asset Management France, Eric Bourguignon, «les marchés restent sur leur garde et sont tou-

jours préoccupés par les problèmes turcs et de guerre commerciale». «Mais plus généralement, il y a un sujet sur les pays émergents», ajoute-t-il. Pour le spécialiste, «le problème de fond est que l'économie américaine va très bien, ce qui provoque une flambée du dollar et une remontée des taux américains». Or, cette hausse des taux américains «provoque des mouvements de capitaux, un phénomène classique, entre la zone émergente et les Etats-Unis, ce qui affaiblit la devise de ces pays et renchérit leur dette en dollars», détaille-t-il. «Plus l'économie américaine va bien, plus le problème se fait ressentir dans la zone émergente. Cela provoque un sentiment de risque et d'incertitudes, qui profite d'autant plus au marché obligataire américain, ce qui entretient les flux vers les Etats-Unis au détriment des zones émer-

gentes. C'est une sorte de cercle vicieux», alerte le spécialiste. Le taux d'emprunt à dix ans de l'Allemagne reculait un peu à 0,305% contre 0,320% jeudi à la clôture du marché secondaire, où s'échange la dette déjà émise. Celui de la France baissait à 0,667% contre 0,677%. Le taux d'emprunt à dix ans de l'Italie restait quasiment stable à 3,121% contre 3,117%, comme celui de l'Espagne à 1,449% contre 1,445%. En dehors de la zone euro, le taux d'emprunt britannique à dix ans n'a presque pas bougé à 1,236% contre 1,240%. A la clôture des marchés européens, le taux d'emprunt à dix ans des Etats-Unis reculait légèrement à 2,859% contre 2,866% jeudi, à l'instar de celui à trente ans à 3,016% contre 3,025%. Celui à deux ans s'établissait à 2,608% contre 2,616%.

N. T./APS

Ouargla

Neuf nouveaux transformateurs électriques mis en service en 2018

■ Neuf nouveaux transformateurs ont été mis en service depuis le début de l'année à travers la wilaya de Ouargla, dans le cadre des efforts visant l'amélioration du réseau de distribution électrique, a-t-on appris, jeudi, de la Société de distribution de l'électricité et du gaz du Centre (SDC, filiale de Sonelgaz).

Par Hocine A.

Ces efforts, pour lesquels a été consenti un investissement de 328 millions DA, ont porté, outre l'installation de ces transformateurs, sur la réalisation de nouveaux départs et de nouvelles lignes électriques (moyenne et basse tension), ainsi que le renforcement des brigades d'intervention, dans le but d'assurer un service public de qualité, a précisé la SDC dans un communiqué. Une «nette» amélioration a été enregistrée sur le réseau depuis le début de l'été 2018, comparativement aux années précédentes, avec un recul de 50% des pannes sur les transformateurs et de près de 30% du taux des coupures d'électricité par rapport à 2017, est-il souligné. Les services techniques de la SDC ont effectué plus de 300 interventions de maintenance des installations depuis le début de l'année en cours, en majorité pour la maintenance des réseaux ayant subi des agressions du fait de travaux d'autres entreprises, ayant constitué quelques 20% du nombre global de pannes techniques. Les constructions illégales, notamment à proximité des installations électriques et ne respectant pas la distance de sécurité, représentent l'autre facteur influant négativement sur le rendement du réseau et provoquant des perturbations dans la distribution, selon le même document. La SDC fait état du lancement depuis 2013 de programmes de développement d'«urgence» pour assurer une bonne distribution de l'énergie électrique, notamment durant les périodes estivales où sont relevés les pics de consommation, avec la mise en service de 626 transformateurs à travers toute la wilaya qui compte aujourd'hui 92 979 clients et un taux de couverture de 98%. Dans le cadre de la modernisation de ses prestations, la société a mis à la disposition de sa clientèle des mécanismes de consultation par internet des factures de consumma-



tion et de paiement par carte bancaire ou au niveau des bureaux postaux, en plus de l'alerte du client par SMS de la parution de la facture, de son

montant et des délais de paiement. Au chapitre de la sensibilisation sur les risques d'un mauvais usage de l'électricité et du gaz, elle a mené depuis le début

de l'année, en coordination avec divers secteurs, 74 visites au niveau d'établissements éducatifs, centres de la formation professionnelle, écoles coraniques,

maison de jeunes et centres culturels, en plus d'autres actions de proximité, selon le même communiqué de la SDC.

H. A./APS

Relizane/ Parc industriel de Sidi Khettab Lancement d'un projet de transformateur électrique

La réalisation d'un transformateur électrique de haute tension (60/220 kilovolts) pour renforcer l'alimentation du parc national industriel de Sidi Khettab (Relizane) a été lancée mercredi. Le ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni, qui a posé la première pierre à l'occasion de la visite de travail et d'inspection dans la wilaya, a souligné que ce transformateur, dont le coût de réalisation est estimé à 2,4 milliards DA, renforcera et sécuriser la zone industrielle de Sidi Khettab en énergie électrique. Des transformateurs mobiles sont entrés en service dans ce parc industriel abritant le groupe industriel algéro-turc «Taya», qui emploie plus de 3 000 jeunes, a fait savoir le ministre. Le parc industriel de Sidi Khettab couvrant une superficie de plus de 2 700

hectares dans le cadre du programme de croissance économique (2015-2019) a bénéficié d'une enveloppe financière de 12,8 milliards DA pour la fourniture du gaz et de l'électricité aux projets d'investissement. Cette dotation concerne le raccordement de plus de 11 groupes industriels au réseau de distribution électrique sur 270 kilomètres (10 milliards DA) et au réseau de gaz naturel (1,8 milliard DA), entre autres. M. Guitouni a aussi inspecté l'usine de câbles électriques relevant d'une entreprise privée «Med Câbles Algérie» à la zone industrielle de Sidi Khettab, exhortant l'investisseur national à produire un type précis de câbles électriques utilisés dans les domaines de raccordement aux énergies renouvelables, notamment l'énergie

solaire. En outre, il a inspecté le poste de transformation électrique de la commune de Belassel Bouzegza d'une capacité productive de 465 mégawatts, réalisé il y a quelques années pour une enveloppe de 38 milliards DA. A la station relevant du groupe Sonatrach dans la localité de Kenanda (commune de Sidi Lazreg), le ministre s'est enquis du projet de réhabilitation du gazoduc GZ3 ayant enregistré un taux d'avancement de 99%. Réalisé pour un coût de 19 milliards DA, il sera réceptionné à la mi-août courant. Le ministre a suivi également un exposé global sur la situation du secteur de l'énergie dans la wilaya de Relizane où le taux de couverture en énergie électrique a atteint 97% et au gaz naturel 57%. S.H.

Mila

Stockage de près de 58 000 quintaux d'ail

Près de 58 000 quintaux d'ail ont été stockés au cours de la saison actuelle dans la wilaya de Mila, a indiqué jeudi le président du Conseil interprofessionnel des filières ail et oignon, Boudjemâa Hansali. Sur un total de production estimée à plus de un million de quintaux réalisés dans cette wilaya, 57 180 quintaux d'ail ont été stockés de façon traditionnelle, après la phase de séchage sous des

abris ouverts par plusieurs côtés pour favoriser l'aération des zones de stockage, a précisé le même responsable, soulignant que certains producteurs de cette plante monocotylédone «n'ont pas encore adopté la méthode de stockage de l'ail selon les normes et conditions nécessaires». En outre, plus de 10 000 quintaux d'ail ont été stockés par des opérateurs selon les normes applicables

aux chambres froides conformément au cahier des charges de l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILV), a ajouté M. Hansali, soulignant que les opérateurs d'Oum El-Bouaghi, Sétif, Bordj Bou Arréridj, Alger, Annaba et de Tizi Ouzou ont acheté puis stocké l'ail des champs de la commune de Teleghma, au sud de Mila. Le même responsable a affirmé

que la quantité totale d'ail actuellement disponible – stockée à l'ombre ou dans les chambres froides – «répond aux besoins du marché jusqu'à début mars 2019, coïncidant avec le début de la saison de récolte de l'ail dans la wilaya d'El Oued». La culture de l'ail, qui jouit d'une place incontestable dans les cuisines traditionnelle et moderne, outre ses vertus curatives bien connues, est de

plus en plus prisée et la surface réservée à la culture de ce condiment est passée de 1 000 hectares en 2017 à 1 900 ha en 2018. Sa culture est concentrée notamment à Teleghma, Oued Seguen et Oued El Athmania, avec un rendement moyen de 600 quintaux à l'hectare enregistrés au cours de cette saison agricole, a-t-on indiqué de même source.

F. K.

Tunisie

La lutte contre le financement du terrorisme est aussi une volonté politique

■ La Tunisie a été blacklistée par l'Union européenne et mise sur la liste grise du GAFI. Les responsables de la CTAF et du gouvernement Chahed ont eu tendance à minimiser l'impact de notre mise à l'index.

Rym Mourali/TN

Il est facile de s'embarquer dans les débats d'experts sur un sujet aussi ténébreux que le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il est préférable de s'en tenir aux résultats de l'évaluation et écarter les arguments non factuels du gouvernement. En effet, la Tunisie a été évaluée par le GAFI, cette évaluation est une image horrifiante et catastrophique de l'état du dispositif de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Pour la première fois, la Tunisie n'a pas été évaluée sur la conformité technique de son dispositif, à savoir la qualité de sa législation mais sur l'effectivité réelle de son dispositif et c'est là où le bât blesse. L'enseignement majeur de la cette évaluation est la faiblesse inquiétante de notre dispositif de lutte contre le financement du terrorisme, les résultats nationaux démontrent un manque de volonté politique, un manque de cohérence dans le dispositif national, une indolence nationale sur cette question et malheureusement un manque de moyens financiers et humains dans les institutions clés. Je passe outre sur le manque d'ambition nationale et la méconnaissance de ce sujet par nos décideurs qui ne cessent, depuis notre mise à l'index, de renforcer



le sentiment que les leaders tunisiens confondent le GAFI et Gafi. Par faiblesse du dispositif, il faut comprendre inexistant ou encore totalement défaillant, la Tunisie qui se drape dans les 3 000 ans d'Histoire et qui se déclare en guerre contre le terrorisme, ne fait absolument rien pour lutter

contre le financement du terrorisme. Alors que les soldats et les policiers tunisiens se font tuer dans les forêts et les montagnes, la Tunisie laisse les terroristes faire usage de son système bancaire et financier pour faire circuler des capitaux et financer leurs actions. Il est diffi-

cile dans ces conditions de tenir pour crédible les excuses propagandistes de la CTAF et du gouvernement Chahed selon lesquels la présence de la Tunisie dans les deux listes s'explique par la haine des partis d'extrême droite européens ou encore par la jalousie des pays

d'Europe de l'Est face au boom économique tunisien. La Tunisie est une plaque tournante du financement du terrorisme. Le schéma qui ressort de l'évaluation du GAFI est celui d'un pays moyennement conforme aux standards législatifs mais qui, sur le terrain, refuse de se donner les moyens de combattre effectivement le financement du terrorisme. Selon les scores de notre évaluation et les éléments fournis par le GAFI, la Tunisie n'est pas apte à détecter, poursuivre et juger les auteurs d'actes de financement du terrorisme. La Tunisie n'est pas apte à agir efficacement pour contrer le financement du terrorisme et cela même de manière symbolique. La Tunisie n'est pas non plus capable de respecter les résolutions des Nations unies sur le financement du terrorisme, à savoir celles relatives aux Talibans, à Al-Qaïda et à l'État Islamique. Les instances internationales ne voient point d'un bon œil cette manière qu'a la Kasbah de gérer le dossier du financement du terrorisme par dessus la jambe, l'absence de volonté politique étant avérée, le capital sympathie de la Tunisie en a largement souffert ces dernières semaines... Il y aurait comme un véritable orage dans l'air pour les prochains jours.

R. M.

Libye

45 miliciens du régime de Kadhafi condamnés à mort

Plus de 100 personnes étaient jugées dans l'affaire du «périphérique d'Abou Slim», un quartier de Tripoli où des manifestants avaient été tués en 2011. La cour criminelle de Tripoli a condamné à mort 45 miliciens accusés d'avoir tué des manifestants protestant contre le régime de

Mouammar Kadhafi pendant la révolte populaire de 2011, a indiqué le ministère libyen de la Justice. C'est la première fois depuis la fin de la révolte qui renversa le dictateur Kadhafi qu'un si grand nombre de personnes sont condamnées à mort dans un seul procès.

Selon un communiqué du

ministère, divers jugements ont été prononcés à l'encontre de 122 personnes, toutes en détention et jugées dans cette affaire connue sous le nom du «périphérique d'Abou Slim», un quartier de la capitale libyenne qui était acquis au régime Kadhafi : 45 miliciens ont été condamnés à mort par fusilla-

de, 54 personnes à cinq ans de prison et 22 accusés ont été acquittés, tandis qu'une personne jugée dans ce procès qui dure depuis des années a été libérée dans le cadre d'une amnistie. Trois dossiers avaient été clos pour une raison non précisée et trois autres car les accusés sont morts. L'affaire remonte au 21 août 2011, date du début de la «libération» de Tripoli, six mois après le déclenchement de la révolte. Des miliciens pro-Kadhafi avaient alors ouvert le feu et tué des dizaines de manifestants près du quartier d'Abou Slim. Mouammar Kadhafi, qui a dirigé pendant des décennies la Libye d'une main de fer, a été capturé et tué par les rebelles en octobre 2011 près de sa ville natale de Syrte.

parallèle dans l'est du pays, soutenu par le puissant maréchal Khalifa Haftar. En outre, faute d'un pouvoir central structuré, la Libye est devenue une plaque tournante du trafic de migrants vers l'Europe et un repaire pour les groupes djihadistes, dont Al-Qaïda au Maghreb islamique dans le sud du pays. Acteurs politiques et milices continuent de se disputer le contrôle du pays, rendant incertaine toute échéance électorale voulue par les Occidentaux, notamment la France. Réunis à Paris fin mai par le président Emmanuel Macron, quatre protagonistes du conflit s'étaient engagés, sans pourtant signer de texte, à organiser des élections avant la fin de l'année. Mais un référendum doit être organisé sur un projet de Constitution, et une loi électorale révisée et adoptée avant d'éventuelles élections. Entre-temps, le quotidien des Libyens, désabusés, est de plus en plus difficile. Les services sont défaillants et ils doivent faire face à des pénuries d'électricité, de carburant et de liquidités en plus d'une hausse vertigineuse des prix des produits de base. Farid M./Agences

Sahara occidental

L'Assemblée nationale française annonce la création d'un groupe d'études

L'ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE a annoncé la création d'un groupe parlementaire d'études sur le Sahara occidental, composé de députés et de membres de plusieurs commissions au sein du Parlement français, dont un membre du parti au pouvoir, ainsi que ceux des principaux partis politiques français. Citant le site officiel de l'Assemblée nationale française, l'Agence de presse sahraouie (SPS) a indiqué que «le groupe est présidé par l'ami du peuple sahraoui, député du Parti communiste et membre du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR), Jean Paul Lecoq, ce qui traduit l'extrême préoccupation des députés français par l'avenir de ce conflit notamment en raison du rôle négatif des gouvernements français successifs et leur responsabilité historique et morale dans la persistance des souffrances du peuple sahraoui et le gel de l'édification du Grand Maghreb, empêchant ainsi l'instauration de la paix dans la région». Le député français Jean Paul Lecoq a déclaré que «cette démarche traduit l'intérêt soutenu accordé à la cause sahraouie, qui doit être inscrite parmi les principales questions de la politique française», outre «la situation des droits de l'Homme, les ressources naturelles et les prisonniers politiques sahraouis dans les geôles marocaines». M. Lecoq a affirmé que «le rôle de ce groupe est de rappeler l'impératif pour le gouvernement français de respecter les décisions onusiennes, outre la participation à la préparation de rencontres et de conférences avec des députés et membres du Sénat français ainsi que d'autres pays, comme fut le cas pour la conférence sur l'autodétermination organisée dernièrement par le réseau international des parlementaires au siège de l'Assemblée nationale à Paris».

Sara H./ APS



Iran

Téhéran va dévoiler un nouvel avion de combat et renforcer sa puissance balistique

■ L'Iran va dévoiler dans les prochains jours un nouvel avion de combat et améliorer ses capacités balistiques pour répondre aux «menaces» d'Israël et des États-Unis, ses ennemis jurés, a annoncé le ministre de la Défense, Amir Hatami.

«**N**otre priorité est notre capacité balistique et nous devons la renforcer (...) au vu des efforts (fournis par) nos ennemis dans le domaine de la défense antimissiles», a affirmé M. Hatami dans une interview télévisée tard samedi soir, selon l'agence de presse iranienne Tasnim hier.

Le programme balistique de l'Iran est une question épineuse avec les grandes puissances, particulièrement les États-Unis, mais Téhéran estime qu'il est crucial pour ses capacités défensives dans une région instable.

Selon M. Hatami, une

démonstration de vol du nouvel avion de combat aura lieu «pendant la Journée nationale de l'Industrie de la Défense» en Iran, qui tombe mercredi.

Il a affirmé que le programme de défense iranien était motivé par le souvenir des attaques aux missiles dont son pays avait été la cible pendant la guerre contre l'Irak (1980-1988), ainsi que par les menaces répétées d'Israël et des États-Unis, qui répètent que «toutes les options sont sur la table» quand il s'agit de traiter avec l'Iran.

«Nous avons appris pendant la guerre (Iran-Irak) que nous ne pouvions compter que sur nous-

mêmes (...) et que personne ne ferait preuve de clémence envers nous», a souligné M. Hatami, qui avait annoncé en début de semaine une nouvelle version d'un missile de courte portée capable d'atteindre des cibles au sol et en mer.

«Nos ressources sont limitées», mais «nous mettons à niveau nos missiles en fonction des menaces et des actions de nos ennemis, comme moyen de dissuasion ou de riposte dévastatrice», a-t-il ajouté.

Pendant des années, la République islamique d'Iran avait été mise au ban des nations en raison de son programme nucléaire controversé et son économie avait été asphyxiée par les sanctions internationales, avant la conclusion en 2015 d'un accord brisant ce programme et permettant la levée progressive des sanctions.

Mais après l'arrivée au pouvoir en 2017 aux États-Unis de Donald Trump, hostile à l'Iran, le président américain a décidé en mai dernier de se retirer de l'accord nucléaire et de rétablir les sanctions américaines.

Alors que l'économie iranienne était déjà à la peine avec un taux de chômage élevé et une nette inflation, la monnaie nationale, le rial, a dégringolé au fur et à mesure que se rapprochait la



P.H. A. D. R.

première vague de sanctions entrées en vigueur le 7 août. Une deuxième salve est prévue en novembre.

Malgré les sanctions, M. Trump a dit qu'il restait «ouvert» à un «accord plus global qui concernerait l'ensemble des activités néfastes (de l'Iran), y compris son programme balistique et son soutien au terrorisme».

Dans son interview, le ministre iranien a affirmé que l'Arabie saoudite, principal rival régional de l'Iran avec lequel les relations sont rompues depuis 2016, avait «le plus important budget militaire au monde après l'Amérique et la Chine, alors que notre budget de défense est limité».

M. Hatami a par ailleurs balayé l'idée d'un «OTAN arabe», un vieux concept qui a récemment ressurgi au moment où Washington tente de pousser des pays de la région à mettre en commun leurs efforts en matière de défense. «L'OTAN arabe fait partie d'un jeu de l'ennemi pour semer la discorde qui ne vaut pas la peine qu'on y prête attention», a-t-il dit. «Il est peu probable que l'Amérique et le régime sioniste (Israël) permettent aux pays musulmans de s'allier. Ils savent très bien que l'objectif des nations musulmanes est de détruire le régime sioniste et de défendre la Palestine».

R. C.



Points chauds

Rencontre

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a quelques années encore Berlin était parmi les plus fervents défenseurs d'une ligne dure envers la Russie, n'hésitant pas à mettre en place des sanctions visant à «dompter» le maître du Kremlin, Vladimir Poutine. Mais aujourd'hui ces méthodes punitives n'ont pas produit les résultats souhaités, poussant désormais la Chancellerie allemande à ouvrir le dialogue avec Poutine. En effet, samedi soir et ce durant trois heures, les deux chefs d'État se sont entretenus de la situation en Ukraine, du transit gazier en Europe, du conflit en Syrie, du programme nucléaire iranien et des relations germano-russes. «Les thèmes controversés ne peuvent se régler que dans le dialogue», a déclaré Angela Merkel lors du point de presse commun avant la rencontre, en insistant sur la «responsabilité commune» des deux pays dans la résolution des crises. Aucune déclaration n'a été faite à l'issue des discussions, Poutine a quitté l'Allemagne en fin de soirée. C'est la seconde fois en moins de six mois que les dirigeants russe et allemand se rencontrent personnellement. Mi-mai, la chancellerie s'était rendue à Sochi, sur les bords de la mer Noire. Depuis, elle s'est entretenue avec le ministre des Affaires étrangères Lavrov et avec le général Guerasimov, chef d'État-major des armées russes, pour évoquer la situation en Syrie et en Ukraine. L'intensification des rencontres au plus haut niveau suggère qu'après les années de froid entre les deux pays depuis l'annexion de la Crimée, le contexte géopolitique actuel est favorable à une normalisation des relations diplomatiques. Un des moteurs de ce rapprochement est l'économie. La Russie subit la pression des sanctions économiques américaines que Washington menace de renforcer à brève échéance. Et Donald Trump n'a pas caché son opposition au projet de pipeline Nord Stream 2, qui doit doubler les capacités de livraison de gaz russe en Allemagne. Début juillet, lors du dernier sommet de l'OTAN, le président américain avait critiqué sans ambages ce renforcement de la dépendance énergétique de Berlin vis-à-vis du gaz russe, en qualifiant l'Allemagne de «prisonnière de la Russie». Autant de risques pour l'économie russe, actuellement en pleine déconfiture : vendre, la rouble affichait son plus bas niveau depuis deux ans face au dollar. Une situation d'autant plus délicate que le président russe a vu sa cote de popularité s'effondrer récemment, suite à l'annonce d'une impopulaire réforme sur les retraites. Samedi soir, Poutine a donc soigné son «client» allemand. Dans sa déclaration, il a longuement rappelé la qualité des liens économiques de son pays avec la première puissance économique européenne : la sécurité et la fiabilité des approvisionnements en gaz, les filiales allemandes en Russie et leurs investissements, avec force chiffres et comparaisons. «L'Allemagne est un des premiers clients des ressources énergétiques russes», a-t-il déclaré, rappelant que le volume d'échanges entre les deux pays a augmenté de 22% l'an dernier. Mais pour autant, ce besoin mutuel des deux pays est loin de présager d'un réel réchauffement entre les relations tendues qu'entretiennent depuis des années maintenant Berlin et Moscou. Toutefois, un nouveau pragmatisme, qui augmente graduellement, semble faire son apparition et pourrait à partir de maintenant, ou du moins d'ici peu, modeler les relations diplomatiques des deux nations à l'histoire commune chargée.

F. M.

Crises au Venezuela et au Nicaragua

Les tensions migratoires gagnent la région

Le Brésil va dépêcher des renforts à sa frontière avec le Venezuela après des heurts entre la population locale et des migrants, un type de tensions qui se développe dans la région avec l'exode des Vénézuéliens et des Nicaraguayens fuyant leur pays en crise. Des dizaines de milliers de Vénézuéliens, fuyant la crise politique, économique et sociale que traverse leur pays, ont rejoint le Brésil ces trois dernières années. Dernier exemple en date des tensions résultant de ces mouvements migratoires, le vol et l'agression samedi d'un commerçant de Pacaraima (nord), frontalière du Brésil, ans le nord du pays, attribuée à des Vénézuéliens. Des dizaines d'habitants de cette localité, où vivent un millier de migrants dans la rue, ont détruit alors leurs deux principaux camps de fortune et brûlé leurs affaires, les contraignant à regagner leur pays. Des coups de feu ont été tirés, les magasins fermés et des débris divers jonchaient les rues.

«C'était terrible, ils ont incendié les tentes et tout ce qu'il y avait à l'intérieur», a témoigné Carol Marciano, une Vénézuélienne.

Des Vénézuéliens ont répli-

qué en détruisant un véhicule portant une plaque brésilienne, a-t-elle ajouté.

Trois Brésiliens ont été blessés, selon un porte-parole de la police militaire. Aucune information n'était disponible concernant des victimes du côté vénézuélien.

Après l'agression supposée du commerçant, «les gens ont commencé à expulser les Vénézuéliens du centre-ville, les obligeant à regagner leur pays», a expliqué un habitant à l'AFP sous le couvert de l'anonymat.

Le gouverneur de l'État de Roraima, Suely Campos, s'est engagé à fermer temporairement la frontière et a appelé Brasília à dépêcher des renforts «pour faire face au développement de la criminalité» liée selon elle aux migrants.

Le ministère brésilien pour la Sécurité publique a promis en retour 60 soldats supplémentaires qui viendront rejoindre aujourd'hui les effectifs déjà sur place. Les tensions migratoires se développent dans d'autres pays d'Amérique latine, attisées par les crises au Venezuela mais aussi au Nicaragua, où le président Daniel Ortega réprime sans ménagement un mouvement de contestation de son régime. Au Pérou et en Équa-

teur, des migrants vénézuéliens sont bloqués à la frontière où on leur demande désormais des passeports, que la plupart n'ont pas, au lieu d'une simple carte d'identité. Rien que la semaine dernière, quelque 20 000 Vénézuéliens sont entrés au Pérou, selon les autorités de Lima qui ont adopté ces mesures de restriction en vigueur jusqu'au 25 août.

Les autorités colombiennes redoutent que les contrôles frontaliers instaurés en Équateur depuis samedi, à la suite de l'instauration d'un état d'urgence migratoire, ne laissent des milliers de Vénézuéliens bloqués dans leur pays.

Quelque 3 000 personnes franchissent chaque jour à Rumichaca, la frontière de la Colombie avec l'Équateur.

Les Nations unies évaluent à 2,3 millions de personnes le nombre de Vénézuéliens à avoir quitté leur pays, fuyant la misère et à la recherche d'un emploi. Plus de 800 000 ont gagné la Colombie où ils bénéficient d'un droit de séjour temporaire.

De nombreux Vénézuéliens ambitionnent de rejoindre des pays plus lointains comme le Pérou, le Chili, l'Argentine ou l'Uruguay.



Raï

Le public algérois renoue avec Cheb Nasro

■ Le public algérois a renoué samedi avec des stars de la musique raï comme Cheb Nasro et Chebba Kheira, à la faveur d'une soirée entièrement dédiée à ce genre musical, animée également par Cheb Tarik et le groupe Raïna Raï.

Par Samy H.

Ces grands noms du raï se sont produits sur l'esplanade de Ryadh El Feth dans le cadre du programme «Djazairama», élaboré par l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda). Devant un public très nombreux, Chebba Kheira a repris de manière très festive des classiques du genre comme «*Loukan Ydirou Bab Hâid*», «*Je n'ai pas besoin de ta pitié*» ou encore ses propres succès à l'image de «*Ya Laadou*» et d'autres nouveautés extraites de son dernier album marquant son retour. Sur scène, cette diva du raï qui s'était éclipsée pendant plusieurs années, a gardé intacte sa voix puissante, son aisance sur les planches et son interaction avec le public. Très attendu par le public, le «petit prince du raï sentimental» est revenu sur la scène d'Alger après une absence de plus de 21 ans, au grand bonheur de ses nombreux fans qui ont fait le déplacement pour écouter de nouveau Cheb Nasro entonner ses succès des années 1990. Cheb Nasro, que le public n'as cessé de clamer, a



transporté son auditoire plus de vingt ans en arrière sans que sa musique n'ait pris une seule ride, à l'image de «*Choufi el maktoub ki lakana*», «*Nti ma vie*», «*Achekek guelbi*» et «*Atak rabi plaça fi guelbi*», repris en chœur par ses admirateurs. Revenu en Algérie récemment, Cheb Nasro

s'était produit lors du dernier Festival de Djemila. Plus tôt dans la soirée, les Raïna Raï menés par le mythique guitariste Lotfi Attar ont insufflé une ambiance survoltée avec des titres comme «*Zina*», «*Tayla*» ou encore «*Oued Chouli*». Autre show man de cette soirée Cheb

Tarik et son look atypique, a lui aussi enchanté le public de l'esplanade avec son indémodable «*Reggae Raï*» et son franc succès «*Je n'ai pas besoin de ta pitié*» repris par plusieurs autres chanteurs. Inauguré mardi, le programme «Djazairama» a pris fin hier soir avec un concert

animé par l'Algérino, Djam, Madjid Hadj Brahim et Bilal Sghir.

S. H.

Arts Plastiques

Une trentaine de toiles de l'artiste Ahmed Mebarki exposée à Tlemcen

Près d'une trentaine d'œuvres picturales d'art contemporain et des sculptures de l'artiste peintre Ahmed Mebarki sont exposées au niveau de l'établissement hôtelier «Zianides» de Tlemcen durant cette saison estivale. Du haut de ses 68 ans, Ahmed Mebarki, un des doyens actuellement à Tlemcen dans le domaine des arts plastiques, reste animé d'un dynamisme sans pareil et organise régulièrement des expositions dans les différentes structures de culture (maisons de la culture, musées, ...). Il est le premier à exposer ses œuvres en plein air (dans la rue) afin de rendre son art accessible au grand public. Influencé durant son parcours artistique par de grands noms algériens en sculpture comme Mellakh, Demagh et le peintre Mesli, Ahmed Mebarki s'est d'abord lancé, à l'image

de nombreux artistes plasticiens, dans l'art du réalisme, puis dans l'impressionnisme, avant de se stabiliser dans l'art contemporain «qui donne, selon lui, beaucoup de marge de manœuvre à l'artiste afin de traiter divers thèmes qui touchent notamment la société et la vie en général». Parmi les œuvres dont il se dit fier et qui sont le fruit de longues années de pratique figurent «*Gravitation sédentaire*», «*Composition 2011*», «*Accumulation*» et «*Symphonie*», des œuvres contemporaines à travers lesquelles il donne sa vision de la société, de ses problèmes et de son fonctionnement. Après une longue carrière d'animateur au sein de la maison de la culture «Abdelkader-Alloula» de Tlemcen, Ahmed Mebarki, autodidacte, a réussi à se forger un style particulier qui le distingue du reste des artistes plasticiens de la wilaya. Optant pour

l'art contemporain, il découvre une technique qu'il appelle «technique du feu» dont il détient le secret et qui lui a valu de nombreuses distinctions dont la dernière en date remonte à 2017 lorsqu'il obtint, à Alger, le prix «Ahmed Asselah», organisé par l'École supérieure des beaux-arts. Ahmed Mebarki, qui participe à des expositions en Algérie et à l'étranger, souhaite voir le domaine des arts plastiques se développer davantage dans le pays et à Tlemcen particulièrement. «*En l'absence d'un marché de l'art qui permet aux artistes d'exposer leurs œuvres et de les vendre, les arts plastiques ne peuvent se développer*», a-t-il relevé. Le marché de l'art favorisera, selon lui, «la création d'une dynamique et un espace qui permettra à l'artiste d'avoir des ressources financières qui le motivent davantage dans la création».

Malek B.

Prince

Vingt-trois albums supplémentaires disponibles en streaming

Plus de 300 morceaux publiés par le «Kid de Minneapolis» entre 1995 et 2010 sont disponibles depuis vendredi sur les principales plateformes de téléchargement, après le feu vert des ayants droit.

Plus de 300 morceaux publiés par Prince entre 1995 et 2010 sont disponibles depuis vendredi sur les principales plateformes de streaming, après que les ayants droit de la légende américaine de la pop ont donné leur feu vert à une telle diffusion. Ces morceaux viennent de 23 albums sortis entre 1995 (The Gold Experience) et 2010 (20Ten) et d'une nouvelle compilation préparée pour l'occasion. Les ayants droit de

Prince, qui de son vivant était opposé à la large diffusion en ligne de sa musique, ont trouvé un accord avec le label Legacy Recordings, une division de Sony Music. «*Beaucoup de ces albums, tant attendus par les fans et les collectionneurs, sont disponibles pour la première fois en streaming et en téléchargement, ajoutant plus de 300 morceaux de Prince à son catalogue en ligne*», a indiqué Legacy dans un communiqué. Depuis la disparition soudaine du chanteur en avril 2016, ses héritiers – ses frères et sœurs – se sont entendus avec les trois plus grandes maisons de disques, Sony, Universal et Warner, pour commercialiser l'héritage du «Kid de Minneapolis».

Pendant la plupart de sa carrière, Prince était pourtant farouchement opposé aux pratiques de l'industrie musicale. Au milieu des années 1990, il avait ainsi notamment claqué la porte de Warner avant de se montrer avec le mot «*slave*» (esclave) écrit sur la joue.

Un morceau toujours au cœur d'un litige judiciaire. Le magazine spécialisé Variety note cependant que l'un des plus gros tubes de Prince de cette période, «*The Most Beautiful Girl in the World*», sorti en 1994, ne figure pas parmi les chansons mises en ligne vendredi. Selon une source anonyme, le morceau est au cœur d'un litige judiciaire.

S. K.

AGEND'ART

Palais de la culture
Moufdi-Zakaria

Le 19 août :

Dans le cadre des concerts organisés par l'Office National des droits d'auteur (ONDA), Lila Borsali et Abbas Righi présenteront un spectacle en duo. Un pont musical qui reliera Tlemcen à Constantine, le Ghernati au Malouf, le temps d'un concert, avec un orchestre fusionnant les deux genres. L'artiste Mohamed Rouane assurera aussi une partie de la soirée avec sa formation musicale.

Jusqu'au 22 août :

Exposition des œuvres de l'artiste Hamsi Boubekeur sur le thème «La terre est mon village».

Galerie d'arts de l'Hôtel
Sofitel Algiers Hamma
Garden (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 24 août :

Exposition de peinture de Khaled Rochedi Bessaih, dont les œuvres s'inspirent du travail d'Amedeo Modigliani.

Hôtel Grand Bassin
(Tlemcen)

Dimanche 26 août à 17h :

Amin Zaoui présentera son dernier roman «*Khalil*», paru aux éditions Casbah.

Bibliothèques Mohamed
Kebali (Bd Mohammed V,
Sidi-Bel-Abbès)

Samedi 25 août à 18h :

Amin Zaoui présentera son dernier roman «*Khalil*», paru aux éditions Casbah.

Maison de la culture de
Tébessa

Dimanche 19 août :

Concert de Hamdi Benani.



Ligue 1 (2^e journée)

Le PAC et le CRB se neutralisent

Par Mahfoud M.

Le Paradou et le CR Belouizdad se sont neutralisés (0-0) en match décalé de la 2^e journée du Championnat d'Algérie de football, Ligue 1 Mobilis, disputé samedi soir au stade Omar-Hamadi (Alger). A l'issue de cette rencontre, le PAC occupe la 7^e place avec un total de 2 points, alors que le CRB reste 16^e et dernier avec moins de 2 pts. Le jeu était vraiment décousu lors de ce match et on n'a pas assisté à un jeu chatoyant de part et d'autre. Le Chabab, avec tous les problèmes qu'il vit depuis quelque temps, se devaient de se mettre en confiance et l'emporter, surtout qu'ils débutent la saison avec moins de trois points, sanction lui étant infligée par la Ligue professionnelle de football après le forfait de la première journée face à l'ASAM, étant

donné que le CRB s'était présenté sans les licences qui ne lui avaient pas été délivrées par la LFP, car ne s'étant pas acquitté des dettes contractées qui dépassent les 12 milliards de centimes, avec le non-paiement des salaires de nombreux joueurs. Les coéquipiers de Bouguelmouna paraissaient crispés et ne pouvaient pas évoluer à l'aise face à une équipe du PAC qui recherchait aussi les trois points du succès pour s'en sortir et réussir une meilleure saison. Il faut savoir que les derbys ne sont pas le fort de cette équipe du Paradou qui rencontre toujours des problèmes face aux équipes algériennes. C'est le second nul consécutif de l'équipe après le premier face au Mouloudia d'Alger lors de la première journée. Le coach Chalo, furieux, a raté encore une fois le coche face à cette équipe du CRB.

Le Doyen dans une situation difficile



F. D. R.

Ligue 2 (2^e journée)

L'ASO, l'ABS et l'ESM s'en sortent bien

La 2^e journée du Championnat de Ligue 2 Mobilis de football disputée dans sa totalité samedi, a été l'occasion pour l'ASO Chlef, l'ABS Boussaada et l'ESM Mostaganem d'afficher clairement leurs ambitions en s'installant en tête du classement avec le maximum de points (6). Tout d'abord, l'exploit de la journée a été réalisé par les Chélifiens de l'ASO qui ont relevé le défi de l'emporter sur le terrain de l'USM Annaba, battue devant un public record. Le but inscrit par Arab (16') a ruiné les espoirs des hommes de Kamel Mouassa qui croyaient dur comme fer à la victoire. Le nouveau promu, l'ES Mostaganem, continue d'étonner en battant un ex-pensionnaire de la Ligue 1, en l'occurrence l'USM El-Harrach (1-0), grâce à Benmeghit (71') qui met ainsi son équipe sur la voie royale. De son côté, l'autre co-leader, l'ABS Boussaada, n'a pas raté l'opportunité de faire le plein face au NC Magra, contraint d'évoluer à Sétif, pour terrain non homologué. Les Boussaadis doivent une fière chandelle au buteur Yalaoui auteur du doublé (55 s.pen et 87'), qui prend le relais de son compère Djabali qui avait inscrit un triplé la semaine dernière devant le RC Kouba (5-0). Cette journée a été favorable au MC El-Eulma et au WA Tlemcen qui talonnent ainsi le trio de tête. Les Eulmis, vainqueurs de la JSM Skikda (2-0), affichent de meilleures dispositions par rapport à l'ancien exercice.

Résultats et classement :

NCM- ABS	0-2
ESM- USMH	1-0
RCR-MCS	3-1
ASMO- USMB	4-1
RCK-USB	0-0
MCEE-JSMS	2-0
WAT- JSMB	1-0
USMA n -ASO	0-1

	Pts	J
1. A Boussaâda	6	2
--. ES Mostaganem	6	2
--. ASO Chlef	6	2
4. MC El-Eulma	4	2
--. WA Tlemcen	4	2
6. USM Annaba	3	2
--. JSM Béjaïa	3	2
--. RC Relizane	3	2
--. ASM Oran	3	2
10. NC Magra	1	2
--. USM Harrach	1	2
--. MC Saïda	1	2
--. USM Blida	1	2
--. US Biskra	1	2
--. RC Kouba	1	2
16. JSM Skikda	0	2

Ligue des champions d'Afrique (Gr.B/ 5^e J)

Le MCA n'a plus son sort entre les mains

Le Mouloudia d'Alger a trébuché encore une fois en Ligue des champions d'Afrique en se faisant battre par la formation marocaine de Difaâ Djedida sur le score de (2/0) pour le compte de la cinquième journée de la phase des poules. Avec ce résultat décevant, le doyen des clubs algériens se met dans une situation très difficile, étant donné que son sort n'est plus entre ses mains lors de la sixième et dernière journée de la C 1 africaine. Les Vert et Rouge devront non seulement l'emporter face à l'ES Sétif, mais aussi attendre la défaite de Difaâ El Djadid face au TP Mazembé, étant donné que les trois équipes sont logées à

la même enseigne avec cinq points chacune et un léger avantage pour l'ESS.

Les buts de la formation marocaine ont été inscrits par Bilal El-Majri (29') et Simon Msuwa (75'). Le coach français du MCA, Bernard Casoni, déçu par ce résultat négatif, a indiqué que son équipe a enregistré le plus mauvais match depuis deux ans et a été loin de sa forme habituelle. Il ne comprend pas les erreurs de certains joueurs qui étaient loin de leur niveau et n'ont pas démontré ce qui était attendu d'eux. C'est ce qui a conduit à cette défaite qui compromet sérieusement ses chances de qualification au prochain tour. Les dirigeants étaient aussi en colère

contre les joueurs avec cette contre-performance qui complique la situation de l'équipe qui aura fort à faire pour sortir de cette situation difficile. Cela pourrait même influencer sur le rendement de l'équipe lors du championnat national, étant donné que le doute s'est installé dans leurs esprits. Lors de la 6^e et dernière journée prévue le 28 et 29 août, les deux clubs algériens s'affronteront au stade du 5-Juillet (Alger) alors que le TP Mazembe accueillera à Lubumbashi les Marocains du Difaâ Hassani El-Jadidi. Les deux premiers du groupe se qualifieront pour les quarts de finale prévus en septembre prochain.

Mahfoud M.

Riyad Mahrez

«Je me suis bien adapté»

L'international algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, est revenu sur son adaptation au sein du club londonien dans un entretien à RMC Sport.

L'attaquant algérien a déclaré : «Je me suis bien adapté. On m'a beaucoup aidé. C'est très facile de s'adapter. Ils (les joueurs, ndlr) sont

très très accueillants et très gentils. Il n'y a pas de gars qui ont la grosse tête. Ce sont tous des bonnes personnes». Et d'ajouter : «C'est le club qu'il me fallait. Je ne voulais jouer dans aucun autre club à part City».

L'attaquant des Citizens a signé un contrat de cinq ans lors de ce Mercato d'été pour un transfert estimé à 68 millions d'euros.

Turquie

Slimani débute avec Fenerbahçe

L'INTERNATIONAL algérien, Islam Slimani, a joué son premier match hier, 19 août 2018, lors de la deuxième journée du championnat Turquie.

Slimani et ses coéquipiers se sont inclinés (1-0) sur le stade du Malatyaspor, l'avant-centre des verts a été aligné dès l'enta-

me du match et joué durant 90 minutes. L'Algérien a eu deux ou trois occasions de la tête, à chaque fois c'était un peu trop décroisé ou un ballon écrasé. Il tenté aussi les une-deux notamment en seconde période avec Valbuena. Un début de saison difficile pour les hommes du

Néerlandais Phillip Cocu, qui viennent d'être éliminés face à Benfica lors du troisième tour de qualification à la Ligue des Champions. Les coéquipiers d'André Ayew pourront se racheter face à l'équipe de Goztepe lors de la prochaine journée de Super Lig.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Lutte contre la contrebande et la criminalité organisée

Un contrebandier abattu et un autre arrêté à Djanet

UN CONTREBANDIER a été abattu samedi à Djanet par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), après avoir refusé d'obtempérer alors qu'un autre a été arrêté, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et lors d'une patrouille près de la bande frontalière à Djanet (4^e Région militaire), un détachement de l'ANP a intercepté, le 18 août 2018, un véhicule tout-terrain et a abattu un contrebandier après avoir refusé d'obtempérer, alors qu'un autre contrebandier a été arrêté», précise la même source. De

même, un autre détachement «a saisi, au niveau du même secteur, un véhicule tout-terrain, quinze groupes électrogènes et treize marteaux piqueurs». Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont saisi, à Tlemcen (2^e Région militaire), 25 kilogrammes de kif traité», souligne le communiqué. A El-Kala (5^e Région militaire), des gardes-côtes «ont déjoué une tentative d'émigration clandestine de huit personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale, alors que trente-neuf immigrants clandestins ont été arrêtés à Ghardaïa, Tamanrasset, Naâma et Tlemcen», conclut le MDN.

Activité sismique

Secousse tellurique à Aokas et Arzew

UNE SECOUSSE TELLURIQUE d'une magnitude 4,2 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée hier à 13h20 dans la wilaya de Béjaïa, a annoncé le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre de cette secousse a été localisé à 3,9 km au sud-ouest d'Aokas dans la même wilaya, précise la même source. Elle intervient quelques heures après celle enregistrée à Oran, hier à 4h21 selon le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué de presse. L'épicentre de cette secousse a été localisé à 20 km au nord-est d'Arzew (wilaya d'Oran) en mer, a précisé la même source.

S. Y.

Aïd el Adha

Alliance Assurances proche de sa clientèle via une plateforme web

ATTENTIVE aux besoins de son aimable clientèle et soucieuse d'y répondre à tout moment, Alliance Assurances est plus que jamais disponible, active et réactive. Par conséquent, l'assureur préféré des Algériens restera à l'écoute de ses clients via sa plateforme d'assistance automobile au 021 379 379 - 7/7 24h/24 en cas de panne ou tout autre besoin. La société d'assurance présente, à l'occasion, à travers son président-directeur général, M. Hassen Khelifati, «ses vœux les meilleurs à tout le peuple algérien, tout en priant Dieu le Tout-Puissant, d'en faire un moment sacré teinté de bonheur, de gaieté et de chaleur familiale».

Décès de l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan



Loumis

Djalou@hotmail.com

Entre le 1^{er} janvier et le 15 août

2,4 millions de touristes algériens ont visité la Tunisie

■ La Tunisie continue d'attirer un nombre de plus en plus important de touristes algériens. Les chiffres communiqués samedi par le Chef du gouvernement tunisien, Youssef Chahed, signalent une hausse significative de nombre de touristes algériens qui préfèrent la Tunisie pour passer leurs vacances.

En effet, dans une déclaration aux médias, en marge de sa visite au poste frontalier de Maloula (Jendouba), le Chef du gouvernement tunisien a indiqué que «le nombre d'Algériens qui ont visité la Tunisie, depuis Janvier jusqu'à mi-août 2018, a atteint 2,4 millions de touristes, dont 490 000 touristes, sont passés par le poste frontalier de Maloula». Commentant la campagne lancée au cours des dernières semaines par des médias algériens concernant le comportement d'un nombre de professionnels tunisiens du tourisme avec des touristes algériens, Youssef Chahed dira que celle-ci n'aura pas de répercussions sur la saison touristique en Tunisie et les relations tuniso-algériennes.

Au cours de sa visite, le Chef du gouvernement a discuté avec nombre de touristes algériens et pris connaissance de leurs conditions de séjour en Tunisie. Des médias algériens,

notamment les télévisions privées, ont lancé, au cours de la deuxième quinzaine de juillet et la première quinzaine du mois d'août, une campagne accusant des professionnels du secteur du tourisme tunisiens d'avoir expulsé des touristes algériens. Une accusation que les responsables du tourisme en Tunisie ont toujours rejetée.

Toujours sur l'accueil des touristes algériens, Chahed s'est engagé à consacrer 19 millions de dinars (MD) pour la réhabilitation du poste frontalier de Maloula qui devra répondre aux normes internationales. Il a, dans le même cadre, mis l'accent sur son importance dans le transit entre les deux pays ainsi qu'entre la Tunisie et un certain nombre de pays africains, a affirmé la même personne.

Il ya lieu de rappeler sur le sujet que le président du Syndicat national des agences de voyages algériennes (SNAV), Saïd Boukhefifa, avait déclaré au cours d'une conférence de presse, tenue le 11

août à Tunis, dans le cadre d'une visite de travail d'une délégation du SNAV et de journalistes algériens aux zones touristiques de Yasmine Hammamet, Sousse et Monastir pour constater de visu les conditions d'accueil et de séjour des touristes algériens en Tunisie, que la campagne de dénigrement menée contre la destination tunisienne dans certains médias et réseaux sociaux algériens est survenue notamment quand des opérateurs algériens ont fait des réservations d'une manière anarchique pour des familles algériennes sans avoir de confirmation de la part des deux hôtels tunisiens (Djerba et Sousse).

Il s'agit d'une «tempête dans un verre d'eau», avait-il dit, cité par le journal électronique tunisien Afrique manager. Notant que des sanctions seraient prises contre ces opérateurs algériens, lesquels sont plutôt des bureaux d'affaires qui manquent de professionnalisme. Saïd A.

Tizi Ouzou

Festival de poésie du 30 août au 1^{er} septembre

LA PREMIÈRE ÉDITION d'un festival dédié à la poésie et la musique se tiendra prochainement dans la commune d'Irdjen (20 km au sud-est de Tizi-Ouzou), a-t-on appris, hier, auprès des organisateurs.

Initiée par l'association du village Boudjellil, «Ameziav n'lehna», avec l'implication effective de l'ensemble des habitants, cette nou-

velle manifestation «L'été en poésie et en musique», se tiendra du 30 août au 1^{er} septembre prochains. «Notre société garde toujours sa tradition orale et la poésie demeure un élément central de communication. Les gens paraphrasent encore de nos jours Chikh Mohand ou l'Hocine, Si mohand Oumhand et d'autres poètes, d'où l'intérêt de ce festival

: faire revivre l'art poétique», a déclaré Amirouche Malek, membre du comité d'organisation.

Au-delà du festif, «ce festival sera surtout une occasion pour ces poètes de se rencontrer et de créer des passerelles entre les artistes, les auteurs confirmés et les jeunes talents en herbe qui possèdent un fort potentiel poétique et ont besoin de visibilité et

de se frotter à l'expérience des aînés», a-t-il expliqué. Un brassage qui permettra «le lancement de beaucoup de projets et la naissance de nouvelles idées et participera à la création des bonnes traditions pour l'épanouissement des esprits, surtout en ces temps où notre jeunesse se sent livrée à elle-même», a indiqué Amirouche Malek. Au programme de cette

manifestation, des récitals poétiques et de chants, des montages poétiques et des tables rondes sur la poésie et l'art poétique. Le volet conférences et tables rondes traitera, en plus de la poésie, de plusieurs thématiques en relation avec cet art, à l'exemple de la musique et de la littérature.

H. M.